

Les subsides

En 1983, le gouvernement fédéral a perçu 4,7 milliards de dollars en impôts directs sur l'industrie pétrolière et gazière, surtout en Alberta. Je dis bien impôts directs. Nous avons essuyé des pertes additionnelles parce que les prix étaient inférieurs au cours mondial. N'empêche que les impôts directs perçus dans cette région du pays se sont élevés à 4,7 milliards de dollars. En 1986, ils n'étaient plus que de quelque 400 millions de dollars, soit une diminution d'environ 4,3 milliards.

M. Waddell: Où tout l'argent est-il passé?

M. Andre: L'argent reste en Alberta, à l'origine, entre autres choses, des ventes actuelles sans précédent dans le secteur immobilier. Il est à l'origine des ventes au détail élevées en Alberta, plus élevées que n'importe où ailleurs au Canada. Le mois passé, l'Alberta a été témoin du plus gros volume de ventes de maisons de toute son histoire.

Parlons maintenant de l'agriculture. En 1983, le gouvernement fédéral a donné à peu près 300 millions de dollars aux agriculteurs. Cette année, on prévoit que la contribution fédérale s'élèvera à 2,5 milliards, soit de sept à huit fois plus forte que celle de 1983.

Monsieur le Président, comment une personne sensée peut-elle prétendre que l'Ouest se portait bien dans le temps de la coalition libérale et néo-démocrate, que l'Ouest était choyé par Ottawa, et que les temps sont durs depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir?

Ce sont les mêmes conservateurs qui ont accru l'aide aux agriculteurs de 300 millions à 2,5 milliards de dollars; ce sont eux qui ont aussi réduit la taxe sur les hydrocarbures, la faisant tomber de 4,6 milliards à 400 millions de dollars.

La liste se poursuit, monsieur le Président, mais je n'aurai sans doute pas le temps de tout énumérer.

Les paiements faits en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest atteindront 859 millions de dollars cette année, alors qu'ils s'élevaient à 522 millions l'an dernier. Nous avons versé des prestations d'assurance-récolte de 150 et de 60 millions de dollars au titre des situations d'urgence et des catastrophes naturelles. Nous avons en outre conclu des contrats de vente de céréales avec l'URSS, le Brésil et l'Égypte.

Cette semaine encore, l'OCDE reconnaissait que le gouvernement a traité avec succès les problèmes de l'ouest du Canada. Tous les pays du monde s'accordent à dire que si l'Organisation étudie les subventions agricoles, comme elle le fera pour la première fois cette année, c'est sur l'initiative du Canada. C'est grâce au premier ministre, qui a placé la question à l'ordre du jour du sommet de Tokyo, tout comme il a enjoint à ses ministres de veiller à ce qu'elle figure également à l'ordre du jour des réunions du GATT.

Grâce au gouvernement conservateur, on s'occupe enfin de ces problèmes qui couvaient depuis longtemps. Les députés de l'opposition savent pertinemment que j'ai raison. Sous le régime précédent, le transport du grain coûtait 11 \$ la tonne, alors que ce prix a été réduit à 6 \$ cette année.

La liste des programmes que nous avons instaurés est tellement longue qu'on a l'embarras du choix. Citons par exemple la création des comités d'examen de la dette agricole.

Les députés de l'opposition parlent de l'endettement agricole. Effectivement, il est considérable. Effectivement, l'importance de l'endettement constitue un problème pour l'agriculture partout au Canada. Comme l'indiquent les statistiques, bon nombre d'agriculteurs ont fait faillite partout au pays à cause de leurs dettes et des taux d'intérêt, mais c'est moins vrai en Alberta que dans les autres provinces du pays. Nous avons apporté des solutions à ce problème. Les taux d'intérêt ont baissé, ce qui a entraîné des économies énormes pour les agriculteurs.

Dans sa motion, le député de Vancouver—Kingsway signale le fort taux d'endettement. Puisque tel est le cas, il devrait admettre que la baisse des taux d'intérêt procure des avantages très considérables à ceux qui ont des dettes.

M. Althouse: La baisse du prix des céréales est très avantageuse aussi, je suppose.

Une voix: Le boursier Rhodes de la Saskatchewan a parlé.

M. Andre: Selon le socialiste d'en face, la baisse du prix des céréales serait attribuable au gouvernement Mulroney.

M. Althouse: Non. C'est vous qui parliez de baisse. Vous avez laissé les forces du marché déterminer les taux d'intérêt et ils ont baissé. La même chose s'est produite dans le cas du prix des céréales. C'est la loi du marché!

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Je donne la parole au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre).

M. Andre: Monsieur le Président, d'une part ils disent que nous ne faisons rien et d'autre part ils prétendent que le premier ministre Mulroney est tellement puissant qu'il peut contrôler le cours mondial des céréales.

M. Althouse: Vous vous attribuez bien le mérite de la baisse des taux d'intérêt alors qu'il s'agit d'un phénomène mondial.

M. Andre: Nous assumerons la responsabilité de tous nos actes, dans tous les domaines où nous pouvons intervenir et pour ce qui est de l'aide accordée à ceux qui subissent des situations qui échappent à notre contrôle, nous serons prêts à mesurer nos résultats à ceux de n'importe quel gouvernement ou parti.

• (1230)

Si le député s'inquiétait des agriculteurs, il aurait donné son aval au libre-échange et aux modifications à la Loi sur les transports. S'il se préoccupait du sort de l'Ouest, il aurait souscrit à ces questions.

Nous refusons d'être tenus pour responsables de la pluie durant les fins de semaine ou de la politique de la Communauté économique européenne, car nous n'y pouvons rien.

Les Albertains savent fort bien que le gouvernement fait tout en son pouvoir pour les aider. Il est vrai que la situation est difficile du fait de l'effondrement des prix céréaliers. Je devrais mentionner, en passant, que le secteur de l'élevage se porte relativement bien à l'heure actuelle, et il s'agit d'un secteur important de l'agriculture en Alberta. Il est vrai que le secteur pétrolier est en difficulté, à la suite de la chute des cours du pétrole en 1986. Cependant, les gens de cette industrie savent fort bien que nous ne pouvions faire plus. Si on compare les problèmes qui se posent à Calgary à ceux de